

Les nationalistes flamands relancent le débat communautaire

Le MR de Charles Michel va devoir contenir les velléités institutionnelles de la N-VA.

MARTIN BUXANT

Chassez la nature, il revient au galop. Dans un communiqué publié mercredi soir, le président des nationalistes flamands explique qu'il relance la réflexion sur l'évolution institutionnelle de la Belgique. «*Nous respecterons la pause décidée avec notre partenaire du MR mais une pause ne signifie pas que nous devons rester passifs en la matière*», écrit Bart De Wever. Concrètement, c'est, entre autres, Hendrik Vuye, le chef de file N-VA au Parlement fédéral, qui va

être chargé de ces travaux portant notamment sur le confédéralisme.

Vuye va d'ailleurs quitter son poste de chef de file N-VA à la Chambre des représentants... Cette annonce publique, alors que les nationalistes flamands se sont engagés à mettre les thèmes communautaires au frigo durant une législature, est avant tout destinée à calmer la frange la plus flamingante de l'électorat de la N-VA – celle qui oscille entre ce parti et le Vlaams Belang. L'extrême droite, en Flandre, se refait en effet une santé sur le dos de la «mollesse» institutionnelle de la N-VA.

Reste que ce sont bel et bien les libéraux francophones de Charles Michel qui font, symboliquement, les frais de cette annonce. Même si aucun texte communautaire ne pas-

sera la rampe du gouvernement ou de la majorité fédérale, la relance de la machine communautaire montre par A plus B que la N-VA est au coin de la rue de la Loi avec ses revendications entre les dents. Du côté du Premier ministre Michel, on tempère et répète qu'il n'est interdit à personne de «réfléchir»: «*Ça n'a jamais engagé personne*», dit-on.

«On ne peut quand même pas les empêcher de réfléchir.»

UN RESPONSABLE MR

Quand Bart De Wever remet une pièce dans le jukebox institutionnel

Le président de la N-VA annonce qu'il relance la réflexion autour de l'évolution institutionnelle du pays – malgré «la pause» qui avait été décrétée. Il plonge ses partenaires du MR dans l'embarras.

MARTIN BUXANT

Il est 16h43, ce mercredi, quand atterrit dans les boîtes mails un communiqué de presse du président de la N-VA Bart De Wever. C'est ciselé et en l'espace d'une quinzaine de lignes, ni plus ni moins, Bart De Wever fait voler en éclats toutes les certitudes (?) auxquelles ses uniques partenaires francophones au gouvernement fédéral, les libéraux du MR, se cramponnaient depuis la mise en place de cette coalition inédite: une pause communautaire de cinq ans, pas de palabre institutionnel durant une législature.

Caramba, encore raté.

Bart De Wever y met pourtant quelques formes. «*Nous avons décidé lors de la formation de ce gouvernement fédéral de décréter une pause institutionnelle*», écrit-il. «*C'était la seule manière d'avoir le partenaire MR à bord en vue de mener les réformes socio-économiques dont ce pays a cruellement besoin. Nous respecterons notre parole donnée (au MR). (...) Toutefois, une pause institutionnelle ne signifie pas que nous devons rester dans la passivité*». C'est alambiqué et tordu à souhait mais cela suffit à De Wever pour prolonger et marquer l'essai: il charge son chef de file à la Chambre, le député Hendrik Vuye, qui par ailleurs se voit démis de ses fonctions, de plancher sur de nouvelles propositions et futurs textes institutionnels – entre autres au niveau de la mise en route du confédéralisme. Bref, on vient de remettre un euro dans le jukebox

communautaire belgo-belge.

Pourquoi?

Il y a évidemment plusieurs pistes de lecture à cette annonce des nationalistes. C'est la fièvre (communautaire) du mercredi soir.

D'abord, les raisons internes à la N-VA. Le regain de forme des extrémistes de droite du Vlaams Belang force le président de la N-VA à remettre une couche communautaire s'il ne veut pas perdre ces électeurs si chèrement conquis au Belang depuis quelques années. Ceux-ci sont assez peu sensibles aux thèmes socio-économiques sur lesquels avance le gouvernement fédéral: c'est sur le communautaire et la promesse d'une Flandre – même à long-terme – indépendante que De Wever doit jouer pour les conserver dans son giron. On n'appâte pas des mouches (flamingantes) avec du vinaigre.

Cette masse d'électeurs, proches du Mouvement flamand, ne peut être fixée à la N-VA qu'à l'aide de rivets et de promesses communautaires solides. L'horizon d'une Flandre indépendante, article 1 des statuts de la N-VA, etc.

A la marge, on notera un second paramètre, bien plus anecdotique cependant, qui a joué dans l'annonce de la relance de la réflexion institutionnelle: la mise à l'écart du chef de groupe N-VA au Parlement Hendrik Vuye. L'universitaire n'a jamais été dans les petits papiers du bourgmestre d'Anvers; souvent à contre-temps, l'académicien n'a pas pu trouver le rythme à imprimer à la

fraction nationaliste flamande. Plusieurs fois, De Wever avait déjà tenté de lui trouver

une piste d'atterrissage honorable. En le parquant sur la réflexion institutionnelle, et en mettant – probablement – Peter De Roover à sa place, De Wever fait d'une pierre deux coups. Exit Vuye et entrée en piste du chéri du Mouvement flamand, puisque Peter De Roover en est issu.

«Ras-le-bol»

Evidemment, au MR, pour l'écrire plateamment, on aurait préféré se passer de cet épisode qui ouvre un boulevard à l'opposition. Le Premier ministre Charles Michel a été prévenu de la sortie de Bart De Wever et de la relance de la réflexion autour des thèmes communautaires: il ne s'y est pas opposé, et puis De Wever n'a de toute façon pas besoin de son feu vert pour «réfléchir»... Le Premier ministre dit n'avoir qu'un seul et unique mantra: l'accord de gouvernement. «*On peut discuter et réfléchir autant qu'on veut sur l'après 2019, il n'y aura rien durant cette législature sur la table en matière institutionnelle. C'est du vent, un courant d'air*», dit-on dans l'entourage de Charles Michel. La meilleure preuve de la loyauté de la N-VA à ce gouvernement: «*le travail fidèle de ses représentants à l'intérieur de l'exécutif. Ils sont très loyaux, ils font*

leur job parfaitement».

Voilà pour la bonne parole.

Mais d'autres sont enclins à moins de clémence envers les nationalistes flamands. «*Ras-le-bol de chez ras-le bol, tous les jours, on*

doit se taper leurs humeurs communautaires du jour, quand c'est pas sur la périphérie, c'est sur autre chose, on dirait que quatre ans sans élections, c'est trop long pour eux». Mais une fois encore, les libéraux vont faire le gros dos. «Pour nous, les chiens aboient, la caravane passe», siffle un ponte libéral.

Dans l'opposition, évidemment, on n'en

demandait pas tant. Le Parti socialiste et les centristes du cdH, qui dénoncent depuis le premier jour la mauvaise foi communautaire de la N-VA et la trahison des libéraux francophones, ont vu arriver ce communiqué comme du caviar et la preuve par A + B que leur raisonnement est fondé. « Charles Michel ne s'est pas trompé sur la N-VA: il a été

trompé. La N-VA n'a jamais laissé tomber ses revendications communautaires. Il doit rappeler à l'ordre ses partenaires de gouvernement», a lancé Elio Di Rupo tandis que pour le cdH, les déclarations de Bart De Wever «sonnent le glas de ce gouvernement». Allez, tout était trop calme, on commençait presque à s'ennuyer.

LE MR NE VACILLE PAS

«C'EST LE DROIT DE LA N-VA DE PENSER STRATÉGIE»

Cela, vous pouvez en être sûr. Au MR, on a décortiqué le moindre mot du communiqué signé Bart De Wever. Puis, en pestant un brin, sans doute poussé un (gros) soupir de soulagement. Parce que la N-VA indique qu'elle honorera son engagement. Les libéraux peuvent donc réagir comme un seul homme, en quatre points.

Un: l'accord de gouvernement sera

respecté, l'agenda sera socio-économique. Jusqu'en 2019. «On poursuit le travail», résume Daniel Bacquelaine.

Deux: la sortie de De Wever n'est pas dépourvue d'arrière-pensées électoralistes. «Il entend récupérer une partie du stock d'électeurs nationalistes qui sont occupés à désertier», estime Gérard Deprez.

Trois: n'oubliez pas que Bart De Wever est un as de la communication. «Tout ce qu'il dit déboule au cœur de l'actualité», rigole Didier Reynders. *Pour quoi voulez-vous qu'il arrête? C'est un jeu de communication. Je suis surpris*

que l'on s'étonne qu'un parti nationaliste soit nationaliste. En fait-on autant quand Ecolo parle d'environnement?»

Un ténor libéral s'emporte: «Dès que Bart De Wever toussote, on en fait l'histoire du siècle!»

Quatre: les partis ont bien le droit de réfléchir en interne. «La vie d'un parti ne s'arrête pas quand il est au gouvernement», glisse ce grand format. Tous les partis songent à leur stratégie, d'ici et après 2019. «Le MR n'est pas le dernier à réfléchir à l'avenir des francophones et des Wallons», rappelle Jean-Luc Crucke. «Dans toutes les familles politiques, on fait de l'institutionnel», embraie Olivier

Chastel (photo). À plus forte raison au sein de la N-VA. Une question d'ADN. «Personne au MR n'a oublié que la N-VA est nationaliste», assène Denis Ducarme. *Mais réfléchir à l'institutionnel pour l'après 2019, c'est leur droit le plus strict. Pour moi, ils pourraient aussi bien organiser un colloque sur l'alimentation des escargots dans le Limbourg. C'est leur cuisine interne.»* Et ça doit le rester. «Si cela déteint sur le gouvernement et remet en cause le contrat de neutralité institutionnelle, alors là, on aura un problème fondamental», avertit Gérard Deprez.

BENOÎT MATHIEU